

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Transition : pour des services publics neutres, impartiaux et efficaces

J.K.M
Libreville/Gabon

BRAS séculier du gouvernement chargé de mettre en œuvre les politiques publiques, l'administration se doit d'être en tout temps neutre et impartiale. Les agents publics en charge de cette mission se doivent de ne pas laisser leurs considérations partisans et autres l'emporter sur les principes régissant le fonctionnement des services publics. Et surtout en cette période exceptionnelle de l'histoire politique de notre pays, devant déboucher sur la mise en place d'institutions fortes, solides, crédibles et consensuelles. À cet égard, l'on ne peut que saluer l'acte posé récemment par le vice-président de l'Union

nationale (UN), Jean-Gaspard Ntoutoume Ayi. Lequel, promu directeur général de la Dette à l'issue du Conseil des ministres du 19 octobre dernier, a décidé de suspendre ses activités de "vice-président et de militant de l'UN", formation politique dont il est membre depuis plus de 13 ans.

Ce geste, bien que tranchant avec les pratiques et usages courants sous nos cieux, devrait, en réalité, habiter plus d'un compatriote promu à des responsabilités dans la haute Fonction publique. Ce que bon nombre d'eux semblait avoir allègrement oublié par le passé. D'autant que plusieurs hauts fonctionnaires et autres agents publics usaient de leurs charges, postes et responsabilités à des fins politiques ou parti-

sanes. En méconnaissant, de fait, le principe de neutralité accolé aux services publics tout en ne logeant pas tous les usagers à la même enseigne.

En effet, selon que vous étiez éti-queté proche ou non du régime déchu, la disponibilité des agents publics à votre égard n'était pas la même. Si bien que l'administration publique était fortement politisée à plusieurs niveaux. Ce qui a considérablement déteint sur son efficacité et rendement. Tout ceci pour signifier que la restauration des institutions à laquelle est arrimé le processus en cours, ne saurait se départir de la nécessaire réappropriation par les agents publics des fon- damentaux attachés à leurs activités.



Photo : LLM/L'Union

Le ministère de la Fonction publique, département essentiel dans la mise en place d'une administration neutre et impartiale.

Préparation du Dialogue national : le RIEG se retire

A.M.
Libreville/Gabon

LANCÉ le 2 octobre dernier par le Premier ministre de la Transition, Raymond Ndong Sima, l'appel à contributions en vue de la préparation du Dialogue national connaît quelques incompréhensions. Alors que la fin du dépôt des dites contributions a été fixée au 30 novembre prochain. Autrement dit dans une quarantaine de jours environ.

Pendant que de nombreux compatriotes ont déjà fait parvenir leurs propositions au ministère de la Réforme des institutions, d'autres, notamment la diaspora gabonaise en France, ont du mal à s'accorder. Celle regroupée au sein du Réseau international des entrepreneurs gabonais (RIEG), se plaint de ce qu'elle a été marginalisée par le consulat du Gabon en France. Le RIEG informe en effet que le 16 septembre 2023 le consulat du Gabon en France annonçait la nomination de cette entité associative en tant que personne ressource pour les travaux liés à l'appel à contributions. Les



Photo : BANDOMA

La préparation du dialogue national connaît quelques couacs, à Paris notamment

responsables du RIEG disent avoir écrit au consul pour lui exprimer la "nécessité d'adopter une méthode de travail et de réflexion inclusive pour pouvoir tirer pleinement profit de l'unité de la diaspora gabonaise en France".

Plutôt que de s'aligner sur cette proposition, le consul, à en croire le RIEG, "a choisi de réunir un groupe restreint de compatriotes". Il dénonce donc un "cadre non inclusif" en même temps qu'il accuse le consul de "tenter d'imposer les décisions prises par ce groupe de travail à l'ensemble de la diaspora sans

consultation préalable". À quelques semaines de la fin de la date butoir de dépôt des contributions, le RIEG, qui soutient n'avoir pas été associé aux réunions ayant conduit à la sélection du panel responsable de la contribution de la diaspora, a dit décliner sa participation. Il lui reste cependant la possibilité d'expédier ses contributions directement dans la plateforme numérique dénommée "Mbova" conçue dernièrement pour recevoir les contributions de tous ceux qui n'ont pas la possibilité de faire le déplacement de Libreville.

RÉAGIR : Guy-Roger Aurat Reteno, nouveau président

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

NOMMÉ 1er vice-président de l'Assemblée nationale de la Transition, François Ndong Obiang, en raison de son indisponibilité temporaire, a mis sous cloche sa participation à l'animation quotidienne du parti politique "Réappropriation du Gabon, de son indépendance pour sa reconstruction" (RÉAGIR). Une décision motivée par le respect de l'article 16 des statuts et règlement relatifs aux incompatibilités inhérentes à l'exercice de la fonction de président et d'autres charges à l'échelle nationale. Conséquence : la gestion de RÉAGIR échoit désormais à Guy-Roger Aurat Reteno, jusque-là un des vice-présidents. En atteste la passation de charges, vendredi dernier, au siège de cette formation politique. Parmi les convives, le dignitaire Jacques Adiahenot, non moins président de l'association politique "Gabon d'abord". Une présence très fortement remarquée. D'ailleurs ce dignitaire de la République s'est réjoui de ce que RÉAGIR figure en bonne place dans le Parlement de la Transition, avec deux députés et un sénateur. Car, pense-t-il, "des grandes décisions vont se prendre dans ces deux



Photo : Jocelyn Abila

François Ndong Obiang installant son successeur à la présidence de RÉAGIR.

Chambres". Un avis partagé par François Ndong Obiang qui estime que son parti, en quelques années d'existence, a pris du galon et demeure ancré dans le processus démocratique tant en interne qu'au sein du landerneau politique. Non sans saluer les qualités intrinsèques de son successeur. Le nouveau leader de RÉAGIR, très connu dans le milieu syndical, a exprimé sa gratitude et compte poursuivre l'œuvre entamée par son prédécesseur. Guy-Roger Aurat Reteno prend ainsi les rênes du parti dans une période d'exception. Reste à ce dernier à apporter sa patte dans ledit contexte politique particulier.